

Informatique et loi anti-immigré-es

L'industrie informatique est un des secteurs qui compte le plus grand nombre de **travailleur-ses étranger-es**. La plupart sont d'ailleurs embauché-es à l'issue de leurs études en France [1].

Nos secteurs industriels font face à une pénurie de travailleur-ses à même de rejoindre nos collectifs de travail pour faire face à la surcharge de travail généralisée. **Cette réforme traite les travailleur-ses étranger-es de façon dégradante, humiliante et honteuse**, et cette réforme est vécue comme telle par nos collègues. Cela les décourage de venir en France, d'y rester, et les oblige à accepter des conditions de travail encore plus dégradées qu'avant, car elle les **rend davantage dépendant-es de leur emploi** pour avoir des conditions de vie décentes. En effet, les droits aux différentes aides qui permettent de ne pas dépendre entièrement de l'employeur pour subvenir à nos besoins et ceux de nos proches seront supprimés [2].

La mise en concurrence avec des travailleur-ses n'ayant pas les mêmes protections sociales sont une pratique courante du patronat de notre secteur. Cette concurrence qui tire les conditions de travail (dont les salaires) de tout le monde vers le bas est aggravée par cette réforme. Nous n'avons pas envie de subir des conditions sociales insupportables, et nous n'avons pas envie de côtoyer au quotidien des collègues en souffrance à cause des inégalités qu'ils subissent, car l'empathie et la solidarité rendent cela insupportable.

La perte d'un emploi est déjà synonyme de perte de titre de séjour et donc de perte de tous les droits auxquels les travailleur-ses étranger-es ont cotisé [3]. Le chômage comme la retraite sont une sécurité sociale contre les accidents de la vie et l'arbitraire patronal. En situation de fin de contrat, de licenciement etc. il est donc normal d'avoir accès à ces droits et ces revenus. La perte du titre de séjour empêche l'accès à Pôle Emploi, la CAF et la CPAM, cela peut devenir encore plus compliqué avec la communication automatique de perte de droit de séjour à ces organismes.. Concrètement, le droit au chômage des camarades qui travaillent en condition régulière n'est pas assuré.

Solidaires Informatique dénonce cette réforme raciste et exige son retrait, réclame l'égalité des droits et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, et revendique la liberté de circulation et d'installation [4]. Pour connaître vos droits et ceux de vos collègues, les défendre, et en gagner de nouveaux, contactez-nous et rejoignez-nous en vous syndiquant à Solidaires !

[1]: Mêmes études, mêmes droits !

<https://solidaires-etudiant-e-s.org/site/2022/12/16/memes-etudes-memes-droits/>

Guide Accompagner les étudiantes et les étudiants étrangers avec ou sans papiers

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/brochures-et-argumentaires-interpro/guide-accompagner-les-etudiantes-et-les-etudiants-etrangers-avec-ou-sans-papiers/>

[2]: Avec la loi immigration, au moins 110 000 personnes, dont 30 000 enfants, basculeront dans la pauvreté en perdant leurs droits sociaux

<https://rapportsdeforce.fr/pouvoir-et-contre-pouvoir/avec-la-loi-immigration-au-moins-110-000-personnes-dont-30-000-enfants-basculeront-dans-la-pauvrete-en-perdant-leurs-droits-sociaux-011920205>

[3]: 08/06/2023 Solidaires Finances Publiques : Campagne « Stop au racket sur les cotisations et les impôts des travailleurs Sans-papiers »

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/campagne-stop-au-racket-sur-les-cotisations-et-les-impots-des-travailleurs-sans-papiers-mobilisation-le-8-juin/>

[4]: Pour une liberté effective de circulation et d'installation

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/brochures-et-argumentaires-interpro/cahier-revendicatif-2023/#immigration>

contact@solidairesinformatique.org



@solinfoNat.bsky.social



@SolinfoNat



@solidairesinformatique



@SolInfoNat@syndicat.solidaires.org

www.solidairesinformatique.org